

## LA LUXURE

par

IMRE BÉKÉS

maître-conférencier, Chaire de droit pénal de l'Université Eötvös Loránd de Budapest

Reçu: le 2 septembre 1972

Alors que la négligence est caractérisée par le discernement non reconnu, le discernement s'avère donné en raison des connaissances de l'agent portant sur la possibilité du résultat. Dès lors les connaissances de l'agent permettent de prévoir de façon objective le résultat et de l'éviter objectivement en règle générale, tandis que l'acte provoquant le résultat survenu malgré la prévoyance traduit *la violation du devoir relatif à la prudence objective*. Faute des causes excluant l'illégalité l'acte luxurieux est nécessairement illégal en raison du discernement par l'agent, car le fait de la production du résultat et la violation du devoir relatif à la prudence objective constituent ensemble l'illégalité, ce qui a pour conséquence pratique que le juge n'est pas obligé de procéder à l'examen de la prévoyance objective et de la nécessité objective du résultat et qu'il considère comme donné le caractère illégal de l'acte.

L'imprudence consciente est définie par le Code pénal selon lequel l'agent «prévoit les conséquences de son comportement», mais il «espère inconsidérément qu'elles ne se produiront pas». La théorie est unique à l'exception d'une question de détail si les «conséquences» ou «la possibilité» des conséquences sont prévues par l'agent. Il vaut tout de même la peine de prêter attention à cette différence nuancée du point de vue de notre droit en vigueur, puisque le Code pénal mentionne le manque de la prévoyance «de la possibilité» des conséquences en caractérisant la négligence.

La doctrine et les Codes définissant la perpétration intentionnelle considèrent «la prévoyance» comme un élément constitutif de l'intention. Comme «la prévoyance» est aussi le critère de l'imprudence, l'opinion selon laquelle l'intention et la luxure ne se séparent l'une de l'autre que dans les moments émotionnels (l'exigence des conséquences ou leur acceptation — ou bien la confiance qu'elles ne se produiront pas) paraît logique. Pour les partisans de la notion de la culpabilité psychologique la vraie forme de la *culpa* est l'imprudence consciente, — parce que «la chasse à l'intention» nous promet, en effet, des résultats dans cette catégorie.

### a) La luxure et le *dolus* éventuel

En dissociant la luxure en deux éléments constitutifs: en un composant *rationnel* (la prévoyance du résultat) et en un composant *affectif* (la confiance que le résultat ne se produira pas), on se demande avant tout si l'intention et l'imprudence consciente sont caractérisées par le même moment affectif.

1. Quelques auteurs *délimitent déjà sous l'aspect affectif* l'imprudence consciente de l'intention éventuelle.

a) Selon Piontkovski la possibilité du résultat apparaît seulement en généralité et non sous sa forme concrète dans la conscience de l'agent. «En cas de l'imprudence consciente la prévoyance des conséquences n'est que celle de leur *possibilité*, car cette seule condition permet de prévoir inconsidérément que les conséquences ne se produiront pas. En prévoyant que les conséquences surviennent de façon inévitable, on ne peut pas espérer qu'elles ne se produisent pas; c'est le cas où l'agent agit avec l'intention éventuelle. La prévoyance de la possibilité est cependant abstraite, car l'acceptation de la survenance des conséquences dangereuses imprévues fait défaut».<sup>1</sup>

b) Selon le manuel de *Beliaev-Santalov* «Le moment conscient est caractérisé par le fait que l'agent prévoit les conséquences dangereuses de son acte pour la société. Mais dans ce cas la prévoyance diffère de la prévoyance caractérisant l'intention. En cas de l'intention la prévoyance des conséquences est concrète, c'est-à-dire l'agent est conscient que des conséquences dangereuses pour la société peuvent résulter d'un comportement donné dans un cas concret. Par contre si l'imprudence consciente subsiste, l'agent prévoit que de telles conséquences peuvent se produire des pareils actes, mais il est d'avis qu'il pourra éviter ces conséquences dans la situation donnée. Ainsi la prévoyance des conséquences n'est pas concrète, mais *abstraite*, tandis que le calcul d'éviter les conséquences est basé sur des faits concrets».<sup>2</sup>

c) Selon *Maihofer* «Dans toutes les deux formations seule la *prévoyance* subjective du résultat est donnée, contrairement à la prévoyance subjective du résultat concret, l'intention. Le manque de prévoyance, mais la prévoyance subjective du résultat concret — dans d'autres termes le manque de la connaissance du danger concret — constituent en chaque cas la condition de l'imprudence. C'est donc dans ce sens que la constatation de *Schröder* est juste: «Chaque imprudence est une imprudence non consciente».<sup>3</sup> Maihofer délimite la luxure de la négligence de telle façon que dans le cas de celle-là la prévoyance abstraite du résultat est actuelle, c'est-à-dire l'agent reconnaît le danger abstrait de son comportement, alors que dans le cas de celle-ci l'agent ne prévoit le danger abstrait que potentiellement.

2. La prévoyance abstraite du résultat concret et abstrait ramène à l'aspect de la possibilité concrète ou abstraite, c'est-à-dire à l'aspect du danger concret et du danger abstrait. Les auteurs que nous venons de mentionner ne passent pas à la délimitation du danger abstrait ou du



danger concret. On se demande si la connaissance du danger abstrait signifie que l'agent reconnaît : *tout* danger d'accident se situe dans les limites de la possibilité, alors que la connaissance du danger concret exprime l'apparition *imaginaire* de la future victime ou de l'objet et des modalités du préjudice.

Si l'on se contente de la reconnaissance du danger concret (et du discernement subjectif du danger concret) faisant partie de l'élément de notion de la luxure, le conducteur d'une voiture violant le Code routier, qui entre sur une route de priorité malgré l'observation du poteau indicateur agit consciemment par imprudence, car — comme nous venons de le développer — la violation de toute règle de sécurité entraîne un danger abstrait. Et si l'on ajoute à cette constatation que la prévoyance subjective du danger *concret* est déjà l'élément constitutif de la culpabilité intentionnelle (alors pour prendre un autre exemple), le conducteur apercevant le futur objet préjudiciable (la voiture venant en sens inverse et ses voyageurs) et se rendant compte du mode de déchainement du préjudice (collision) commet une infraction intentionnelle s'il est décidé de tenter un doublage irrégulier en causant un résultat de caractère positif.

On se demande encore si l'analyse de la „possibilité” concrète ou abstraite signifie la prise en considération *objective* — postérieure — des conditions de la réalisation de résultat ou bien le magistrat cherche comment l'agent a reconnu ou apprécié la possibilité objective. Dans le premier cas celui-ci examine la possibilité objective, alors que dans le deuxième la *probabilité subjective*. S'il analyse la possibilité objective, la survenance du résultat prouve justement la subsistance *ex ante* de la possibilité — car à défaut de la possibilité le résultat n'aurait pas eu lieu; cela explique que la réalisation du résultat porte préjudice à la prise de position étendue à la prévoyance objective. Si l'agent cherche la probabilité subjective (et il doit le faire), on se demande selon quels points de vue l'agent est en mesure de suivre ses calculs et leur dérogation aux possibilités objectives.

Les conceptions de possibilité ou de probabilité se caractérisent par le fait qu'elles entendent exclusivement ou pour la plupart préciser et délimiter la luxure de l'intention sous *l'aspect affectif*. Toute délimitation basée exclusivement ou pour la plupart sur l'intelligence cherche en dernière analyse à établir si l'absence ou la survenance du résultat — soit un jugement objectif ultérieurement rendu, soit selon le calcul subjectif ultérieurement reconstruit par l'agent — était plus probable.

La conception formulée par Schröder et Schmidhauser<sup>4</sup> va au-delà des thèses de possibilité et de probabilité. Selon cette conception la notion de la perpétration intentionnelle doit être étendue « à tout acte inhérent à l'idée du préjudice possible ». La luxure comme une des formes de culpabilité est essentiellement rejetée par cette conception.

3. La délimitation sous l'aspect rationnel de l'intention éventuelle et de l'imprudence consciente n'est pas admise par les auteurs (Beling, Hegler, Allfeld, Köhler etc.) qui classent dans la sphère de notion de l'in-

tention éventuelle l'acceptation affective (aspect de conscience) du résultat reconnu «possible».<sup>5</sup> Ils sont d'avis que l'acte n'est pas intentionnel si l'agent a repoussé sur le *plan affectif* le résultat considéré comme possible. Dans notre littérature selon M. László VISKI «Il est connu» que la luxure «ne diffère vraiment en rien sous l'aspect rationnel de l'intention éventuelle, c'est-à-dire la formation de l'aspect rationnel ne dit encore rien *en soi-même* (soulignée par moi: I. B.) de la formation de la culpabilité dans les domaines de l'intention et de l'imprudence».<sup>6</sup>

4. La conception qui domine dans la doctrine entend délimiter le *dolus eventualis* de la luxure au moyen de l'analyse conjuguée des moments rationnel et affectif.

Les moments de l'intelligence et de l'affection, ceux du savoir et du vouloir sont unanimement aptes à caractériser le *dolus directus* et la *negligencia*, mais ils deviennent incertains si l'on entend tracer avec leur aide la limite entre l'intention éventuelle et l'imprudence consciente.

a) Notre incertitude résulte en premier lieu du fait que la conscience délimite *a priori* les possibilités de la volonté d'agir. «Le désir», «la croyance», «l'espoir» peuvent dépasser les possibilités réelles appréciées dans la conscience — les proches attendent en espérant le miracle la guérison du moribond — mais dans notre vie quotidienne une personne ayant la capacité de mesurer ses actes «se trouve sur le sol de la réalité» et adapte sa volonté au discernement. Il s'ensuit qu'en effet nous ne sommes pas en mesure de prévoir de façon certaine la survenance de n'importe quelle chose et de vouloir l'éviter en même temps. Celui qui avec sa mitraillette ouvre le feu sur la foule ne veut pas éviter (n'est pas en mesure de vouloir éviter) la mort ou la blessure d'hommes, car s'il refusait vraiment la conséquence prévue comme certaine, il n'ouvrirait pas le feu.

Le moment émotionnel (ou peut-être plus précisément le moment volontaire) comme le point de vue de délimitation ne revêt d'importance par conséquent que si la conséquence n'apparaît pas dans la conscience de l'agent comme certaine mais comme possible. *La formation de la culpabilité intentionnelle est due au résultat prévu pour certain*. L'imprudence consciente se rétrécit donc aux cas où le résultat n'est que «probable», mais non «certain» selon les connaissances de l'agent. (Mais il ne ressort pas encore de cette constatation que la formation de la culpabilité imprudente est due en tout cas au résultat incertain, mais seulement probable. L'agent peut désirer ou bien accepter le résultat jugé moins probable.

b) Ensuite on continue à se demander s'il est possible de tracer sur la base du degré de la conséquence incertaine une ligne de démarcation entre l'intention et l'imprudence. Est-ce que l'on peut p.ex. prétendre pareillement à la mesure exprimée en pourcentage de la répartition du dommage en proportion avec le délit civil que la probabilité du résultat (subjectif) s'élevant à 51% constitue l'intention, alors que la probabilité du résultat faisant 49% constitue l'imprudence?

Il n'est pas douteux que l'importance du moment de conscience ne disparaît pas non plus dans la sphère de la «probabilité», car l'acte basé sur la connaissance de 99% de la probabilité de résultat ne permet guère



de constater que l'agent a voulu éviter le résultat. Dès lors on doit classer dans la catégorie de l'intention l'acte basé sur la *probabilité approchant de la certitude* (la plus grande probabilité).

Mais le degré de la probabilité n'est plus nécessairement important dans les limites de la probabilité que nous venons de mentionner, car l'agent — comme nous l'avons déjà indiqué — peut admettre le résultat survenu malgré la petite probabilité (intention) ou bien il peut repousser également le résultat survenu en présence d'une plus grande probabilité. Dès lors nous pouvons procéder en ce qui suit à la délimitation de l'intention et de la luxure sous l'aspect émotionnel et volontaire.

5. Si l'on ne considère pas simplement les actes humains comme des comportements liés à une volonté quelconque, mais on les examine en rapport avec l'agent — c'est-à-dire ensemble avec les éléments constitutifs de psychologie interne du comportement, il est indubitable que la plupart des actes ont un but raisonnable. (Les formes de comportement réflexivement manifestées et les réactions motoriques n'ont pas *in concreto* de but direct apprécié et formé dans la conscience.) La structure de l'acte humain n'exprime pas en règle générale ce but; ce qui explique que l'on ne peut pas faire la distinction du point de vue structurel entre «le comportement de commission» intentionnelle et imprudente. Si l'on soumet à l'examen la conscience visant à la formation et à la direction, il en ressort que la conscience comporte non seulement le but fixé et l'image de l'acte choisi pour son obtention: Comme *Engisch* et *Gallas* indiquent le sens final de l'acte renferme toute l'image du fait et non seulement le résultat fixé, c'est-à-dire il comporte «les résultats ultérieurs et les modifications d'acte qui apparaissent devant l'agent comme des conséquences nécessaires ou seulement possibles du résultat fixé ou bien comme des résultats possibles et alternatifs de son acte». Plus précisément a) à côté de l'image du but fixé se trouve dans la conscience b) l'image du *moyen* choisi pour l'obtention du but (c'est-à-dire l'acte ensemble avec les modifications éventuelles) et c) apparaissent aussi les *conséquences complémentaires* possibles ou alternativement possibles. Ainsi l'anticipation de la causalité ne s'épuise pas dans la prévoyance de la conséquence envisagée au sens étroit, mais elle s'étend aussi à l'anticipation des conséquences complémentaires.

*Le résultat de caractère dispositif se réalise dans le domaine de la luxure comme la conséquence complémentaire de l'acte envisagé.* Cette constatation est confirmée par l'évidence: si l'agent considère comme but de son acte la provocation du résultat de caractère dispositif (il le prévoit et le souhaite), la forme de la culpabilité ne peut être qu'intentionnelle. Si l'agent se fixe pour but de son acte le résultat de caractère dispositif parce que la réalisation de celui-ci assure l'accomplissement des buts plus importants du point de vue social, le *caractère illégal* du comportement peut être exclu (pour motif de la force majeure ou de l'acceptation du risque admis). Dans le cas de la culpabilité luxurieuse le but (principal) de l'acte est en règle générale admis dans le domaine du droit pénal, notamment dans le sens que la conséquence envisagée n'est élément d'aucune matéria-

lité des faits. Il est évidemment possible que l'acte vise à produire un résultat caractérisé dans une *autre* matérialité des faits (p.ex. détérioration des choses) et le résultat de l'infraction luxurieuse est la conséquence complémentaire de cet acte (p. ex. coups et blessures).

Si l'imprudence est consciente, l'image du résultat de caractère dispositif réalisé comme la *conséquence complémentaire* du comportement — l'image de la conséquence possible ou alternativement possible — doit se présenter dans la conscience de l'agent, car l'absence de la prévoyance subjective exclut la luxure du point de vue de la notion.

Notamment si le résultat n'est pas subjectivement prévu, mais on n'a à établir que la négligence prévisible; si le résultat est subjectivement imprévisible, la culpabilité est exclue.

Pour compléter ce que je viens de développer précédemment, je me réfère de nouveau à ce que la forme de la culpabilité est nécessairement intentionnelle si l'on prévoit que le résultat de caractère dispositif survenu comme conséquence complémentaire est certain ou que ce résultat montre une probabilité proche de certitude.

6. Au cours de la délimitation de la notion de la luxure nous sommes arrivés au point où nous avons à analyser la qualité de rapport affectif lié au résultat de caractère dispositif ou bien nous devons attribuer une importance à sa qualité.

a) Dans la nouvelle doctrine *Armin Kaufmann*<sup>7</sup> prétend que l'essentiel de la disposition émotionnelle et volontaire actuelle caractérisant la luxure est la *volonté visant à éviter* le résultat (le résultat réalisé comme conséquence complémentaire). Mais cette conception ne supporte guère l'épreuve de la vie.

*L. Viski*<sup>8</sup> fait connaître un verdict prononcé par la Cour suprême de la République Fédérale Allemande, traité abondamment dans la doctrine ouest-allemande et constituant un intérêt important du point de vue de notre thème. Selon la matérialité des faits les agents ont décidé de provoquer le coma de la victime trouvée chez elle pour le succès de l'acte d'appropriation. Ils l'ont frappée sur la tête avec un sac de sable, et ensuite quand celle-ci ne s'est pas évanouie sous son effet, ils ont essayé de produire le coma en lui serrant le cou). Les agents ont veillé avec soin que la ceinture de cuir soit serrée jusqu'à ce que la victime s'évanouisse, en voulant éviter à tout prix le résultat mortel — comme conséquence complémentaire. La victime a tout de même perdu la vie à la suite de l'étranglement. La Cour suprême a constaté l'intention de meurtre.

Selon Hall<sup>9</sup> si la victime reste en vie, personne n'aurait pensé que les agents devraient répondre de la tentative de meurtre: par conséquent le verdict était basé sur la fiction qu'ils méritaient la peine plus grave prévue pour l'infraction intentionnelle.

b) Selon la formule de *Welzel*<sup>10</sup> l'agent agit avec intention *s'il confie au hasard* d'éviter le résultat.

La faute de cette conception est que l'agent tient toujours possible le résultat dans la sphère de la luxure malgré la fait qu'il cherche nécessairement à l'éviter — mais la réalisation de la possibilité envisagée et



limitée dépend du hasard! (Ainsi p. ex. le conducteur de voiture franchissant la ligne de clôture peinte à un tournant de chemin incalculable, se trouve ou ne se trouve pas face à face en fonction du hasard avec la voiture arrivant du sens inverse!)

c) Au cours de l'analyse de la disposition émotionnelle et volontaire *Stratenwert*<sup>11</sup> arrive à une conséquence digne d'attention. Selon sa conception chaque décision d'agir constitue une position à l'égard des conséquences de l'acte reconnues auparavant. Ainsi la conscience contemplative du point de vue théorique devient active: elle décide. Avant la décision la conscience n'attribue pas forcément aux diverses possibilités prévues une chance conforme à leur importance et à leur poids; elle surestime quelques possibilités, alors qu'elle sousestime d'autres. Selon les termes employés par *Stratenwert* on prend au sérieux quelques possibilités; alors qu'on prend légèrement (éventuellement sans fondement) d'autres.

Si l'agent prend au sérieux le danger prévu, il doit prendre position à l'égard de la possibilité de résultat négatif. Il doit décider s'il omet l'acte à l'égard du danger ou il s'en charge dans l'intérêt de ses buts. «L'acte de prise au sérieux» est donc l'acte de reconnaissance du danger, car cet acte exprime que l'agent a accepté les éléments de la situation objective, il les a appréciés de façon juste.

Par contre «l'acte de prendre légèrement» ne prend pas au sérieux l'exigence résultant de la situation, ne tient pas compte lors de la formation de la volonté des conséquences possibles malgré la prévoyance du danger. L'acte de prendre légèrement le danger a des causes irrationnelles, causes dont nous ne pouvons pas donner d'explications ultérieures, mais nous ne pouvons pas nier leur existence. On connaît des comportements typiques ou l'on peut motiver de façon raisonnable «la disposition inconsidérée» (p. ex. la soif d'aventures de la jeunesse, la dépréciation ingénue des obstacles et des dangers; — la confiance des optimistes incorrigibles dans la formation favorable des chances; la conviction du joueur au hasard dans sa chance), mais on est incapable de connaître la logique finale de toute incurie.

L'homme irréfléchi ne prend donc pas au sérieux le danger et ainsi il évite de prendre position à l'égard du résultat négatif. En ne tenant pas compte de résultat il se dispense de la nécessité d'orienter son comportement au moyen de la prise en considération de la possibilité dangereuse. Il méprise le risque présenté *a priori* (malgré la connaissance du danger), ce qui lui permet d'éliminer de sa conscience au cours de la prise d'une décision relative à la formation de l'action de poser la question et d'y répondre s'il accepte ou moins la conséquence complémentaire négative de l'acte. Selon l'exemple donné par *Stratenwert* le comportement de celui qui jette dans la forêt sèche une cigarette brasillante (et ne veut pas causer un incendie) trouve son explication dans l'optimisme lié à son sentiment qu'il n'y aura aucun malheur — malgré le danger d'incendie reconnu également par lui.

Dans une situation concrète *Stratenwert* suppose alternativement deux dispositions psychologiques possibles: la disposition de celui qui

prend au sérieux le danger et la disposition de celui qui le prend facilement: La première disposition impose une prise de position intérieure: «j'assume ou bien je n'assume pas le danger et j'omets l'action», la seconde disposition dispense la personne agissante de prendre une position: *Prendre au sérieux le danger constitue la culpabilité intentionnelle*,<sup>12</sup> car celui qui prend au sérieux le danger surgit comme conséquence complémentaire du comportement et agit tout de même, assume le résultat possible.

En revanche la possibilité que l'on ne prend pas au sérieux ne se présente pas dans la même dimension que la possibilité non reconnue, car dans tous les deux cas la prise de position étendue pour assumer le risque fait défaut.

Selon Stratenwert si l'on prend au sérieux le danger, la volonté visant à éviter le résultat (dont parle Kaufmann) n'est qu'un vœu simple qui exprime qu'il serait plus favorable pour l'agent si le résultat n'avait pas lieu comme si celui-ci avait lieu. «Pour autant que le résultat paraîtra encore possible pour l'agent — il y compte sérieusement —, celui-ci commet l'infraction au moyen de *dolus eventualis* tout en voulant éviter le résultat». Les ravisseurs — dont nous avons parlé — ayant étranglé leur victime avaient commis l'homicide avec intention parce qu'ils avaient serré la ceinture de cuir sur le coup quoiqu'ils aient pris au sérieux la possibilité du résultat mortel. «L'espoir» des agents que la victime reste en vie, n'affecte pas leur disposition étendue au danger qu'ils ont pris au sérieux. «L'espoir» exprime exclusivement ce qu'il aurait été plus favorable pour eux si la victime était restée en vie que la mort de celle-ci. Selon l'exemple classique l'escroc à l'assurance ayant mis le feu à sa maison en vue d'avoir la prime d'assurance espère également que les habitants s'enfuiront à temps — bien qu'il tienne sérieusement compte de la possibilité de leur mort et procède tout de même à l'incendie criminel. Ainsi l'espoir peut accompagner à la fois le *dolus eventualis* et la luxure.

D'après l'avis que nous avons mentionné la *prise en considération sérieuse du danger est indépendante de l'approbation (intérieure) du résultat*.<sup>13</sup> Ainsi le sapeur-pompier qui jette du quinzième étage d'une maison en flammes dans une banne le bébé qu'il entend sauver ou le médecin opérant un vieillard de 90 ans prennent au sérieux la possibilité de la mort, et ils causent tout de même intentionnellement et non par imprudence du point de vue des notions la mort des victimes — bien que leur acceptation fasse défaut. Mais leur comportement est justifié par le but reconnu du point de vue social et juridique qui a visé à sauver la vie des victimes. Ce but exclut le caractère illégal de l'acte, mais n'exclut pas l'intention.

7. En appréciant de façon défectueuse la situation menaçant la survivance du résultat de caractère dispositif Miklós Kádár et György Kálmán voient donc en essentiel dans une erreur de conscience (rationnelle) la substance de la luxure ... «l'imprudence consciente ne diffère pas au point de vue du moment rationnel de l'intention: dans les deux cas surgit l'image de la conséquence dans la conscience de l'agent et tous les degrés de l'imagination de la possibilité de la survivance peuvent se retrouver



sauf le fait de le tenir pour sûr, ce qui est le trait exclusif de l'intention». «Le mobile de témoigner d'un comportement dangereux pour la société n'est pas l'anéantissement du motif collectif, mais l'appréciation défectueuse. Celle-ci peut engendrer éventuellement dans le signe de la prise de conscience de l'intérêt collectif l'acte dangereux pour la société, mais en dernière analyse celui-ci n'est pas reconnu comme tel».<sup>14</sup>

Selon *Tibor Horváth* — contrairement à M. Kádár — l'agent ne prévoit que le danger abstrait, mais en ce qui concerne le danger concret, il ne le prévoit pas.

La prévoyance du danger concret — dont parle M. Kádár<sup>15</sup> — en même temps et l'appréciation défectueuse de la situation sont des constatations visiblement contradictoires. Ici M. Kádár applique l'appréciation défectueuse à l'acte (à son caractère dangereux pour la société) et ne l'applique pas à son résultat. Mais si l'on admet la thèse que le danger de l'acte pour la société est formée par son résultat, il faut voir dans l'appréciation défectueuse le jugement erroné du résultat conçu comme possibilité.

8. En confrontant les positions exposées on peut établir que l'accès de la délimitation du *dolus eventualis* et de la luxure se fait sous deux aspects.

a) *Sous l'aspect rationnel* elles accèdent au jugement erroné de la probabilité de la survenance du résultat; à l'appréciation inexacte des éléments de la situation objective; ou bien à la non-reconnaissance (mais au discernement) du danger concret;

b) *Sous l'aspect affectif* elles accèdent à l'effort d'éliminer la possibilité du résultat prévue avec précision; ou bien au fait que l'on prend pas facilement de façon irraisonnable le danger prévu et c'est le motif pour lequel la luxure peut être caractérisée par ce que l'on n'en tient pas compte. Malgré l'argumentation différente toutes les deux conceptions semblent unanimes *pour mal juger la situation objective*. Cette constatation ne nécessite pas au point de vue de la conception de la faute rationnelle d'être justifiée. Mais les positions attribuant une importance décisive aux éléments émotionnels ont également pour conclusion non exprimée la méconnaissance de la situation objective. La volonté d'éviter le résultat renferme en effet la supposition de la possibilité de l'éviter; il est de même «avec l'acte de la prise en considération» dont l'explication *rationnelle* est que l'agent espère l'absence du résultat prévu (irraisonnablement), c'est-à-dire est d'avis que l'on peut éviter en dernière analyse le résultat. (C'est le motif pour lequel il ne le prend pas au sérieux, car il suppose que le résultat pourra être évité.)

Dès lors la théorie volontaire plante des éléments rationnels — la *supposition de l'absence du résultat* (soit pour «assurer» l'acte dangereux, soit pour négliger de façon irraisonnable la possibilité de résultat) — dans la sphère affective. *Stratenvert* est d'avis que la confiance à l'absence de la réalisation du danger prévu constitue une légèreté «irrationnelle», bien que la faute soit «rationnelle», si l'on voit une faute rationnelle dans la négligence du danger. Notamment: l'agent n'a pas pris conscience (malgré la connaissance du danger) d'éviter le résultat.

D'après mon avis le sentiment n'est relevant du point de vue de la délinquance que dans le domaine circonscrit par la raison. La confiance que le résultat n'aura pas lieu n'est pas une faute que l'on peut ramener à des causes affectives non irrationnelles, mais un espoir qu'une situation appréciée à tort du point de vue de la raison se formera favorablement. L'acte de prendre le danger au sérieux ou facilement se déroule dans la sphère de la raison; «l'acte de prendre facilement» le danger est identique avec l'appréciation défectueuse de la situation. Que *l'appréciation défectueuse peut être à la base de toute confiance que l'on peut ramener à une disposition affective* est une autre question; cette confiance ne se réalise quand même pas contre la raison, mais dans la raison prenant conscience en soi-même. Plus précisément la raison «explique» pour franchir l'obstacle rendant difficile l'exécution de l'acte jugé favorable du point de vue affectif que l'on peut éviter la conséquence refusée sur le plan affectif. Le sentiment — l'espoir que le résultat n'aura pas lieu — accompagne l'appréciation défectueuse (à la formation de laquelle il a attribué), notamment en souhaitant l'absence de la réalisation du danger sousestimé. Par conséquent *la culpabilité luxurieuse est caractérisée par l'harmonie de la raison et du sentiment: l'agent espère (aspect affectif) que le résultat jugé par lui évitable (aspect rationnel) n'aura pas lieu*. Si la raison prend au sérieux la possibilité de la réalisation de danger, c'est-à-dire si elle reconnaît et assimile les éléments de la situation objective: la raison et le sentiment entrent en conflit. Dans cette situation l'espoir dans l'absence du résultat ne porte plus le jugement du comportement léger, mais celui du *manque de fondement*; c'est-à-dire le refus affectif du résultat ne suffit plus en soi-même à établir la responsabilité selon la forme moins grave de la culpabilité.

*Du point de vue de la culpabilité luxurieuse la responsabilité de la volonté consiste à omettre de choisir les stimulations relatives à l'exécution de l'acte principal et à non activiser la conscience en vue du mesurage exact des conséquences complémentaires possibles.* Cette faute de volonté actuelle peut être en rapport avec le caractère de l'agent. Le sentiment d'angoisse et de responsabilité, la base de l'énergie intérieure et la possibilité de la réussite se rétrécissent dans la recherche des motifs de celui qui cherche les émotions du risque, qui ignore tout aspect derrière ses intérêts égoïstes, qui aime le danger, de «l'optimiste incorrigible», c'est-à-dire *de l'homme irréfléchi*. L'homme «irréléchi» devient plus vite inconsidéré dans la situation donnée — c'est-à-dire il active ou laisse activiser ses schémas optimistes — que celui qui a planté dans sa vie l'appréciation responsable et la prudence. Le caractère et la légèreté concrète ne peuvent pas être identifiés quand même: le prudent peut également être irréléchi dans une situation donnée.

*La légèreté est un élément normatif*; c'est-à-dire l'appréciation judiciaire détermine si l'agent était irréléchi ou s'il a espéré avec fondement ou sans fondement l'absence du résultat. L'objet du jugement est un *processus psychique*, notamment un acte psychologique de l'appréciation inexacte des éléments de la situation objective, de la méconnaissance du



danger. La légèreté en tant qu'un élément de jugement exprime que ni l'absence du résultat ni sa survenance n'étaient certains ou leur certitude n'était pas probable; c'est-à-dire l'absence et la survenance du résultat avaient leur probabilité subjective. Cet élément exprime encore que l'agent n'a pas pris au sérieux la possibilité reconnue de la survenance du résultat, car il a jugé de façon inexacte la situation objective (le résultat concret ne peut être concrètement évité).

### b) L'intention portant sur la provocation du danger et la luxure

La doctrine a déjà mis en rapport au début du siècle la luxure avec la soi-disant intention portant sur la provocation du danger. Ce rapprochement montre la tendance «de la chasse à l'intention dans l'imprudence».

Le raisonnement est le suivant. Quant au délits intentionnels comprenant le résultat de préjudice l'intention porte sur la provocation du préjudice. Le danger constitue du point de vue des notions la possibilité du préjudice. Si l'intention de l'agent n'a pas porté sur le résultat comprenant le préjudice, mais seulement sur le danger du préjudice — c'est-à-dire elle ne voulait que le danger, mais elle ne «voulait» pas la réalisation de celui-ci — le danger n'est qu'une intention portant sur la provocation du danger.

1. Quant à l'intention portant sur la provocation du danger, la doctrine l'a examinée d'abord en relation avec les infractions intentionnelles et elle a cherché si les deux *dolus* apparaissent l'un excluant l'autre ou en se supposant. Selon quelquesuns les deux sortes d'intention (c'est-à-dire celle comportant préjudice et celle comportant le danger) s'excluent à l'égard du même objet juridique (*Binding*),<sup>16</sup> car l'agent n'est pas en mesure de vouloir causer la survenance du même résultat et provoquer la possibilité de la survenance. Selon *Liszt*<sup>17</sup> l'intention comportant préjudice et celle portant sur la provocation du danger peuvent apparaître même ensemble, mais à condition que le *dolus* comportant préjudice soit éventuel, alors que celui portant sur la provocation du danger soit direct. D'autres étaient d'avis que l'intention comportant un préjudice renferme nécessairement celle portant sur la provocation du danger (comme son antécédent temporel) (*Busch*).<sup>18</sup> Enfin on rencontre une conception selon laquelle l'intention portant sur la provocation du danger constitue une forme autonome dans le domaine de la culpabilité (*Stooss*).<sup>19</sup>

Dans les cas des délits comportant un préjudice intentionnel l'intention portant sur la provocation du danger n'a en effet aucune importance, car on ne se demande pas si un *dolus* portant sur la provocation du danger subsistait à côté du *dolus* comportant un préjudice, — comme on ne cherche pas dans le cas d'homicide volontaire accompli si l'agent a tenté de tuer la victime.

L'intention portant sur la provocation du danger devient importante dans la sphère des soi-disant délits portant sur la provocation intentionnelle du danger. Ceux-ci ont pour caractéristique que leur résultat de

disposition est la situation dangereuse, par conséquent l'intention de l'agent doit renfermer cette conséquence. Ils sont encore caractérisés par le fait qu'ils sont en rapport subsidiaire avec les délits comportant préjudice et se dirigent contre le même objet juridique (p.ex. dangers intentionnellement causés dans l'exercice d'une profession — homicide volontaire), c'est-à-dire l'intention comportant danger est *limitée* qui ne porte que sur le danger sans porter sur le préjudice.

2. Du point de vue de notre thème il importe *si la notion de la luxure comprend l'intention portant sur la provocation du danger*.

Si l'on définit l'aspect rationnel de l'intention portant sur la provocation du danger de sorte que celui-là comporte la connaissance du danger (c'est-à-dire la connaissance de la possibilité du préjudice), il est incontestable que le *dolus* mentionné et l'imprudence consciente se caractérisent par le *même état de conscience*. Si l'on ajoute à ce critère intellectuel le moment affectif que l'agent ne désire pas le résultat portant préjudice et qu'il ne l'accepte pas, on peut constater que *l'étendue de l'émotion* est identique à l'égard du préjudice dans toutes les deux formes de la culpabilité. Il est en effet évident que dans tous les cas où la matérialité des faits du délit comportant danger s'avère subsidiaire par rapport au délit portant préjudice, l'agent *n'est pas en mesure de désirer la réalisation du résultat (portant préjudice) prévu et de l'accepter*. Contrairement si le préjudice fait défaut l'agent répondrait de la tentative du délit portant préjudice (p. ex. de la tentative de l'homicide volontaire) et non de la provocation du danger (p. ex. des dangers causés dans l'exercice d'une profession); — par conséquent il *devrait espérer* que le préjudice n'aurait pas lieu.

Le critère émotionnel que nous venons de mentionner n'est pas néanmoins l'élément de notion de l'intention portant sur la provocation du danger. Si, en effet, on ne trouve pas la matérialité des faits de préjudice protégeant le même objet juridique derrière la matérialité des faits du délit comportant danger, le moment émotionnel relatif à la possibilité du préjudice (et il la refuse) perd son importance. *De lege lata* on trouve des exemples concernant la coïncidence possible de l'intention visant à mettre en danger la vie et à causer coups et blessures, c'est-à-dire des exemples concernant la supposition de législateur selon laquelle l'intention comportant danger ne se limite pas forcément au danger. (art. 258 Code pénal, al. 3. §. 2: provocation volontaire de la vie en causant coups et blessures).

Mais la question à savoir ne concerne pas le rapport entre l'infraction portant sur la provocation volontaire du danger et le délit luxurieux, mais on se demande si la notion de la luxure contient une intention — limitée au danger et ne portant pas sur le préjudice. Dans la réponse affirmative on peut constater que

a) l'intention et l'imprudence *ne se séparent pas l'une de l'autre du point de vue ontologique* (car l'une contient l'autre);

b) le législateur décide *du cas où il prévoit la punition de l'acte accompli dans l'état de conscience luxurieux même si la réalisation de résultat portant*



*préjudice fait défaut* (comme délit portant sur la provocation volontaire du danger);

c) la connaissance actuelle du danger pour la société ou bien sa connaissance potentielle ne permet pas de faire la distinction entre le dolus eventualis et la luxure. (Nous reviendrons encore à cette question dans un titre à part.)

3. La notion de la luxure ramenée à l'intention comportant danger ne contredit pas ce que nous venons de développer jusqu'ici. Plus précisément si l'agent estime que le préjudice est certain, son intention ne concerne pas le danger, mais le préjudice. Par conséquent l'intention comportant danger ne s'étend qu'à la possibilité du préjudice du point de vue des notions. D'autre part si l'image du danger fait défaut la possibilité du préjudice est exclue, c'est-à-dire il faut exclure le critère de notion de ce dolus selon lequel ni la survenance, ni l'absence du préjudice n'est certaine ou bien sa probabilité n'est pas proche de certitude.

Dans la doctrine antérieure *Sturm*<sup>20</sup> entend faire la distinction entre l'intention comportant danger et la luxure selon le degré de l'image du danger. Il prétendait que l'agent reconnaissait justement le danger dans la sphère des cas de l'intention comportant danger, alors que l'essentiel de la luxure réside dans la différence du danger imaginé et du danger réel. Voici le démenti d'*Engisch*<sup>21</sup>: l'imprudence n'est pas ignorance; selon les degrés du danger (possibilité, la possibilité de la possibilité, la possibilité de la possibilité de la possibilité) on ne réussit pas à établir des grades car l'intensification des sortes d'image est seulement un argument terminologique sans être un argument d'analyse. La «possibilité» se présente entre des limites précaires du point de vue des notions *a priori* et elle ne peut pas être concrétisée de la même façon que le préjudice.

*Köhler*<sup>21</sup> était d'avis que l'intention comportant danger devait être traitée à part. Selon sa conception la théorie relative aux dangers causés ne réussit pas à découvrir le rapport psychique de l'agent au résultat portant préjudice — sous la forme de l'imprudence consciente. Selon *Galliner*<sup>22</sup> si la loi dispose que la provocation du résultat portant préjudice doit être punie, on n'a aucune raison de supposer qu'elle apprécie l'intention comportant danger. Selon l'argument développé par *Binding* la loi connaît aussi les infractions portant sur la provocation imprudente du danger, par conséquent l'imprudence ne se fond pas avec l'intention comportant danger.

C'est *Engisch* qui a défendu le plus efficacement la construction de l'intention comportant danger contre les arguments mentionnés.

Il prétendait contrairement à *Köhler* que celui qui provoquait volontairement le danger (qui n'était pas retenu par l'image de la possibilité de porter illégalement préjudice dans l'accomplissement de l'acte dangereux) se trouvait *eo ipso* en rapport psychique caractérisant la luxure à l'égard du fait du préjudice. L'intention comportant danger et le préjudice consciemment imprudent diffèrent seulement l'une de l'autre que celle-là ne nécessite pas la survenance du résultat portant préjudice. La

différence entre eux *ne se fait que du point de vue objectif et ne se fait pas du point de vue subjectif.*

Contrairement à Alliner il a prétendu que la loi contient également un résultat dans la matérialité des faits de l'infraction (commise par imprudence), par conséquent ce n'est pas à cause des dangers volontairement provoqués, mais à cause de la provocation du résultat que nous faisons un reproche du culpabilité.

Enfin il a souligné contrairement à Binding: sur la base de l'intention comportant danger toutes les provocations imprudentes du résultat ne peuvent pas et ne doivent pas être expliquées à l'exception de la provocation du préjudice luxurieux. Le fait de la possibilité de la provocation imprudente du danger ne permet pas de fournir des arguments contre l'intention comportant danger et contre son rapport logique avec la luxure.

4. *Selon mon avis toute provocation de préjudice luxurieux est chronologiquement précédée par la phase de l'intention comportant danger: Du point de vue objectif cette phase ressemble à la tentative du délit portant préjudice volontaire; celle-ci est pour ainsi dire la «tentatives» de l'infraction luxurieuse.* L'infraction luxurieuse diffère du délit portant sur la provocation volontaire du danger pris au sens étroit (non imprégné de circonstances qualificatives) en un seul point que la condition indispensable de la réalisation de l'infraction luxurieuse est la transformation du danger en préjudice. La circonstance si l'intention comportant danger latent dans la luxure est directe ou éventuelle, est irrélèvente du point de vue de la culpabilité imprudente.

c) *L'imprudence et la connaissance du danger pour la société*

On connaît le débat littéraire qui a posé la question de base si l'acte volontaire demande au-dessus de l'intention de fait la connaissance actuelle de l'illégalité matérielle (la soi-disant intention normative) — du danger pour la société dans la doctrine socialiste — ou bien sa connaissance potentielle est suffisante. Cette conception-ci n'attribue pas l'importance à la connaissance actuelle ou potentielle du point de vue de l'intention, mais du point de vue de l'établissement de la culpabilité.

La théorie dite *Vorsatztheorie* mentionnée pour la première fois complète la notion de l'intention avec la connaissance réelle du caractère illégal dont il ressort que la culpabilité volontaire est exclue en raison de l'absence de la connaissance. L'agent *n'est pas coupable* si l'on ne pouvait pas attendre qu'il forme l'image du caractère illégal — c'est-à-dire si la possibilité de la connaissance du caractère illégal était également exclue. Si, par contre l'absence de la connaissance du caractère illégal (du danger pour le société) est due à l'imprudence, l'agent est responsable de l'infraction commise par imprudence bien qu'il n'épuise pas volontairement la matérialité des faits.

La seconde théorie dite *Schuldtheorie* attribue par contre la même importance à la connaissance actuelle et potentielle du caractère illégal



(danger pour la société). Selon cette théorie la connaissance soit réelle, soit possible du caractère illégal du comportement est le critère de la culpabilité, mais elle n'est pas le critère de l'intention ou de l'imprudence. Plus précisément comme la possibilité de la connaissance du caractère illégal est suffisante à la culpabilité intentionnelle, il n'est pas exclu que la culpabilité imprudente soit accompagnée par la connaissance actuelle du caractère illégal.

Dans sa forme originale la *Vorsatztheorie* attribue l'importance à la croyance subjective (à la bonne foi) de l'agent; sur celui qui ignore que son comportement soit illégal du point de vue du droit pénal, ne pèse pas la culpabilité intentionnelle et l'imprudence ne subsiste qu'à condition que le caractère illégal de l'acte aurait pu être reconnu et que la loi prévoit la punition même si la disposition donnée est épuisée par imprudence. Si une telle disposition fait défaut dans la Partie Spéciale, l'agent bénéficie d'un laissez-passer bien qu'il ait volontairement épuisé la matérialité des faits.

Vu que les codes se prononcent généralement pour la punibilité exceptionnelle des réalisations imprudentes de la matérialité des faits, la *Vorsatztheorie* a construit deux principes complémentaires:

a) la disposition auxiliaire de l'imprudence juridique<sup>26</sup> pour tous les cas de l'ignorance de l'interdiction ramenable à l'imprudence où la Partie Spéciale ne punit pas la réalisation coupable de la matérialité des faits. «L'imprudence juridique» est *crimen culpae*, c'est-à-dire une infraction frappée d'une sanction à part.

b) La règle de l'erreur dans l'interdiction ne s'applique pas si la réalisation de la matérialité des faits se fait *aveuglement du point de vue juridique*.<sup>27</sup> Plus précisément il faut omettre l'erreur de l'agent si celle-ci se ramène à une disposition (aveugle du point de vue juridique) qui est incompatible avec la conception de la société sur le droit et l'injustice.

Le Code pénal hongrois de 1961 omet avec justification les deux principes complémentaires que nous venons de mentionner, et semble se prononcer d'ailleurs pour la *Vorsatztheorie*. L'art 24, al. 3 du Code pénal attribue en effet le même importance à l'erreur de fait et de danger pour la société résultant de l'imprudence, et dispose que l'agent répondra en cas de l'erreur causée par l'imprudence de l'infraction commise par imprudence à condition que la Partie Spéciale prévoit la punition de la commission par imprudence. Faute de telle disposition spéciale l'agent bénéficie d'impunité en cas de son erreur coupable bien qu'il ait volontairement épuisé la matérialité des faits.

2. Le différend de principe de la *Vorsatztheorie* et de la *Schuldtheorie* est basé sur la contradiction de la responsabilité individuelle éthique et socialéthique. Celle-là attribue l'importance à la croyance, à la bonne foi de l'agent, alors que celle-ci admet le principe de responsabilité selon lequel l'agent «porte la responsabilité entre les limites de sa capacité de connaissance socialéthique».

La polémique des deux tendances s'avère importante du point de vue de notre thème parce que de la notion d'intention normative de la Vor-

satztheorie résulte la constatation que *la base de la délimitation de l'intention et de l'imprudence est la connaissance du caractère illégal* (du danger pour la société). Plus précisément l'agent de l'infraction volontairement commise reconnaît, alors que l'agent de l'infraction commise par imprudence ne reconnaît pas le caractère illégal (le danger pour la société) de son comportement, dès lors les infractions commises par imprudence se caractérisent par l'absence de la connaissance du caractère illégal. Cette constatation est évidente dans la relation des infractions commises par négligence, car faute de connaissance de la matérialité des faits la connaissance actuelle du caractère illégal fait aussi nécessairement défaut.

On se demande cependant si l'imprudence consciente est caractérisée par l'absence de la connaissance actuelle du caractère illégal? Plus précisément est-ce que l'on peut tracer la ligne de démarcation entre le *dolus eventualis* et la luxure sur la base de la connaissance actuelle ou potentielle du caractère illégal (du danger pour la société)?

A cette question *L. Viski*<sup>28</sup> a donné une réponse affirmative. «La connaissance du danger pour la société subsistait ou était absente chez l'agent. Dans le premier cas on peut établir la culpabilité volontaire. En ce qui concerne le deuxième cas il faut examiner quelle était la cause de l'absence de la connaissance et par suite de cet examen il faut éventuellement statuer sur la culpabilité imprudente». Conséquemment à cette théorie il caractérise l'infraction commise par imprudence de la façon suivante: «L'acte est commis par imprudence par celui *qui n'a pas reconnu le danger de son comportement pour la société* (souligné par moi: I. B.), mais qui aurait dû le reconnaître en raison de l'attention que l'on pouvait attendre ou en raison de la circonspection dont il aurait dû témoigner».<sup>29</sup>

Selon *Miklós Kádár* et *György Kálmán* «... la culpabilité imprudente manque la connaissance réelle des conséquences dangereuses pour la société. Par rapport à quoi la connaissance du danger pour la société est *la ligne de démarcation* (souligné par moi: I. B.) entre l'intention et l'imprudence».<sup>30</sup>

La doctrine socialiste contient une conception contraire aux constatations que nous y avons fait connaître.

Ainsi selon *Piontkovski* «En cas de luxure ... la personne est consciente de ce que son comportement est illégal (dangereux pour la société). P.ex. le conducteur de voiture qui tout en dépassant la vitesse permise reconnaît le caractère illicite et illégal de son comportement selon les règles de la route<sup>31</sup> ...», à savoir agit par imprudence.

Selon *Tibor Horváth* «En cas de l'imprudence consciente l'aspect rationnel du rapport psychique est caractérisé par ce que l'agent prévoit *les conséquences dangereuses* de son comportement *pour la société*. Et plus tard en polémisant avec la conception de Miklós Kádár — selon lequel *la luxure est caractérisée par l'absence du danger pour la société* il donne dans ses notes le motif suivant: «Mais que signifie tout cela en ne voulant pas dire ce que l'agent prévoit la possibilité de la survenance du résultat dangereux pour la société en cas de l'imprudence consciente,



c'est-à-dire que sa connaissance embrasse le danger du comportement pour la société». <sup>32</sup>

3. *Selon ma conviction la connaissance du caractère illégal (du danger pour la société) ne fournit pas de base suffisante pour la délimitation du dolus eventualis et de la luxure.*

On rencontre une conception générale dans la doctrine socialiste selon laquelle la connaissance du danger pour la société est donnée si l'agent reconnaît *a)* soit le caractère illégal (du point de vue du droit pénal ou d'autre point de vue) de son comportement, — *b)* soit que son comportement est à condamner selon la conception morale de la société socialiste, — *c)* soit le caractère d'ailleurs dangereux de l'acte moralement non coloré.

Dans la sphère des cas de luxure la connaissance de l'agent embrasse la possibilité de la survenance du résultat. *Si l'agent connaît le devoir d'éviter le résultat supposé dans la norme juridique* — c'est-à-dire il sait qu'il n'est pas permis de tuer quelqu'un, de causer coups et blessures, d'endommager la propriété sociale etc. — *la prévoyance de la causalité formée sur le possible exprime à la fois la reconnaissance du caractère illégal de l'acte.* La connaissance du caractère illégal *ne manquerait* en cas de la prévoyance de la causalité possible *que si l'agent ne connaissait pas* qu'il était interdit de provoquer le résultat — *ne connaissait pas* le devoir d'éviter le résultat. L'absence de la connaissance de l'interdiction ne caractérise pas quand même l'acte luxurieux, l'examen de l'erreur dans l'interdiction aura, en effet, lieu plus tard du point de vue de la logique, c'est-à-dire il aura lieu quand on aura déjà décidé la constatation de l'imprudence de fait de l'agent. Ainsi les cas où la connaissance du caractère illégal est absent malgré la prévoyance de la causalité possible, constituent en pratique une exception comme les réalisations volontaires de la matérialité des faits (intention de fait) non accompagnées de la connaissance du caractère illégal.

Cette argumentation semble surtout bien fondée à l'égard des auteurs qui — comme *L. Viski* aussi — caractérisent l'intention éventuelle et l'imprudence consciente avec le même état de connaissance (prévoyance) et la différenciation qu'ils font relève de l'aspect émotionnel. L'évidence justifie en effet que *l'espoir* de l'agent à l'absence du résultat ne peut affecter la prévoyance de la causalité (ce qui caractérise aussi l'intention) ni la compréhension du caractère illégal de l'acte — sous ce rapport.

Nos arguments ne s'affaiblissent pas non plus même si nous faisons la distinction entre l'intention éventuelle et l'imprudence consciente sur la base de la connaissance (prévoyance) de la possibilité concrète ou abstraite. La connaissance de la causalité in abstracto possible transmet en effet la connaissance du caractère illégal in abstracto possible. Si nous prétendions par contre que la connaissance abstrait du caractère illégal liée à la connaissance de la possibilité abstraite de la causalité n'exprime pas la connaissance réelle du caractère illégal, nous ferions la distinction selon une autre mesure psychologique entre la connaissance des éléments de fait et celle du caractère illégal. Plus précisément nous pourrions prétendre que l'agent connaît et ne connaît pas en même temps cette chose;

qu'il connaît la possibilité de la causalité, mais la connaissance du caractère illégal constitué (partiellement) par la causalité ne l'embrasse pas. Mais cette constatation ne sera pertinente que si nous isolions les éléments de la matérialité des faits (avant tout le résultat) du caractère illégal et si nous entendions sous le caractère illégal tout autre chose que la réalisation de la matérialité des faits.

b) Nous avons mentionné que la connaissance du danger pour la société ne se limite pas dans la doctrine socialiste à la connaissance du caractère illégal. Faute de connaissance du caractère illégal la connaissance du danger pour la société est également formée par la connaissance *du fait condamnable conformément à la conception morale de la société* ou bien par celle du danger dont on ne croyait pas qu'il avait été provoqué *ex ante* de façon illégale ou contrairement aux mœurs. Même l'absence de connaissance de l'interdiction de *droit positif* ne peut pas influencer la constatation de la luxure si la formulation s'avère tellement large. Plus précisément la croyance de l'agent que la vie humaine ne doit pas être exposée (du point de vue juridique) au danger n'exclut pas en connaissance de la causalité possible — en connaissance du danger — la connaissance du danger de l'acte pour la société.

On trouve une définition plus simple par rapport à la précédente sur la connaissance du danger pour la société. Selon *Tibor Horváth* «la connaissance du danger de l'acte pour la société est constituée par la connaissance des circonstances de fait servant de base des éléments de la matérialité des faits». Malgré cette conception nous devons rappeler ce que nous venons de développer sous a): l'agent de l'infraction luxurieuse est conscient qu'il est possible de causer le résultat, dès lors la connaissance de la possibilité transmet la connaissance du danger pour la société.

d) Comme nous avons déjà dit, tout acte luxurieux comporte l'intention de causer danger portant sur la possibilité du préjudice — c'est-à-dire sur le danger. Le législateur formule chaque fois les dangers volontairement causés comme délit à part et ordonne sa validité subsidiaire par rapport à un délit de préjudice volontaire — protégeant le même objet de droit. Une telle disposition se trouve dans le Code pénal hongrois aussi: la variante de cas de base des dangers causés dans l'exercice d'une profession punit les dangers causés; cette disposition est de caractère subsidiaire par rapport à l'homicide volontaire.

L'évidence justifie que

1. les dangers causés constituent de lege ferenda une infraction volontaire, et ensuite;
2. dans ce cas l'intention est limitée au danger (ne s'étend pas même éventuellement au préjudice — à la mort);
3. enfin, l'intention signifie ici la connaissance et le vouloir (de la possibilité du préjudice) du danger.

En d'autres termes l'intention comportant danger s'exprime par le même état de connaissance comme l'homicide commis par imprudence — en dehors de la sphère des contraventions de profession. La différence



ne se présente que sous l'aspect objectif: la victime des dangers volontairement causés reste en vie; alors que le sujet passif de l'homicide luxurieux meurt.

Mais en analysant l'aspect subjectif des dangers volontairement causés on aperçoit que «l'intention» comportant danger comprend non seulement la connaissance des éléments de fait, mais la connaissance du caractère illégal (du danger pour la société). Si l'on n'entendait ici en effet sous «l'intention» que l'intention psychologique, sans entendre ici l'intention complexe normative, les dangers volontairement causés seraient qualifiés *eo ipso* comme dangers causés par imprudence eu égard à l'erreur concernant le danger pour la société causé par imprudence en conformité avec l'art. 24, al. 3 du Code pénal. Une telle conception aurait donc permis d'exclure en pratique la constatation des dangers volontairement causés. Le législateur a envisagé la possibilité de la validité de cette matérialité des faits comme il résulte de fait qu'il l'avait créée. La supposition de la possibilité de la validité renvoie par contre à la position du législateur que *l'intention comportant danger est aussi une intention normative*.

L'intention comportant danger comprend donc en dehors de l'intention de fait la connaissance des dangers causés pour la société. Nous avons déjà constaté précédemment que l'intention comportant danger apparaît dans la même disposition psychologique que l'imprudence consciente. Il en résulte que *nous ne pouvons pas nier la connaissance du caractère illégal cachée dans l'intention comportant danger (la connaissance des dangers causés pour la société) même dans la sphère où le législateur a formulé les dangers volontairement causés dans le bien juridique comme un délit sui generis*. Plus précisément l'intention comportant danger caractérise aussi l'homicide luxurieux commis en dehors de la sphère de profession.

La connaissance du caractère illégal compris dans cette intention ne peut être ultérieurement exclue puisque l'acte luxurieux s'est réalisé dans le résultat de disposition. *Au cas contraire on pourrait prétendre que la survenance du résultat «fait disparaître» la connaissance des dangers causés pour la société cachée dans l'intention comportant danger.*

On peut dire, en effet, de lege lata que les dangers volontairement causés caractérisés dans l'art. 258, al. 3 du Code pénal n'ont pas pour élément de matérialité des faits simplement le danger, mais «le danger direct». Par conséquent l'image exigée pour l'intention ne doit pas simplement s'étendre au danger, mais elle doit s'étendre à la fois à sa qualité directe. Tout cela semble indiquer comme si le degré d'image exigé pour le danger était justement le critère de l'intention comportant danger.

Selon ma conviction «le danger direct» ne figure pas dans le texte de la loi pour la mise en relief de l'élément de la connaissance de l'intention, mais pour indiquer que la provocation du danger abstrait est nécessairement le critère de toute profession (activité) dangereuse, bien que ce danger soit toléré par le système de droit. Cette position est confirmée par la disposition de l'al. 1 de la loi mentionnée: la provocation du danger «di-

rect» est aussi la condition de la réalisation des dangers causés par imprudence.

La conception selon laquelle l'aspect de connaissance des dangers volontairement causés et de préjudice luxurieux est identique peut être prouvée de la façon suivante. Eu égard à l'art. 18 du Code pénal les actes qualifiés comme dangers volontairement causés provoquant la mort (dernier §. de l'art. 258, al. 3) constitueraient l'homicide luxurieux faute de réglementation (faute de l'art. 258). à part des dangers causés dans l'exercice d'une profession. En effet l'évidence affirme que la transformation de l'intention limitée au danger et du danger en préjudice caractérise la commission luxurieuse.

*En conclusion* nous pouvons constater que 1. les aspects rationnel et émotionnel de l'intention comportant danger et de la luxure sont identiques dans tous les cas où la loi pénalise à part malgré le délit portant sur la provocation volontaire des dangers l'acte volontaire comportent préjudice dirigé contre le même objet juridique; — 2. l'intention comportant danger est aussi une intention normative, c'est-à-dire elle comporte en dehors de l'intention de fait la connaissance du danger pour la société; — 3. par conséquent, la connaissance du danger pour la société s'associe à l'intention comportant danger que la loi n'a pas relevée dans la matérialité des faits d'un délit comportant danger, mais qui se comprend dans toute infraction luxurieuse; — 4. la luxure est donc caractérisée par la connaissance du danger pour la société.

e) Précédemment nous avons essayé de prouver que la commission luxurieuse est caractérisée (ou bien peut être caractérisée comme nous le verrons plus tard) par la connaissance du danger pour la société, parce que

1. la connaissance des éléments de la matérialité des faits transmet la connaissance du danger pour la société, puis

2. l'intention comportant danger et comprise dans la luxure ne diffère pas du point de vue de la logique juridique — mais uniquement dans son étendue — de l'intention de porter préjudice et comme telle elle est *dolus malus*.

Il résulte de cette constatation que la connaissance du danger pour la société ou bien la possibilité de la connaissance ne signifie pas une ligne de démarcation entre l'intention et l'imprudence, plus précisément entre le *dolus eventualis* et la luxure. *La différence entre l'intention comportant préjudice éventuel et l'imprudence consciente réside dans le moment de l'acceptation du préjudice ou bien dans celui de sousestimer et de refuser sa possibilité.* Celui qui aurait agi avec intention éventuelle, n'aurait pas été retenu de l'acte par l'image de la certitude du préjudice, alors que celui qui aurait agi par imprudence, ne se serait pas gardé en cas de certitude du résultat de l'accomplissement du comportement dangereux. *Néanmoins, la connaissance du danger pour la société n'est pas identique avec celle de la certitude du préjudice.*

*En premier lieu* elle ne l'est pas, car le système juridique connaît non seulement des infractions matérielles, mais des infractions immatérielles,



c'est-à-dire de telles infractions qui prennent leur caractère dangereux pour la société aux dangers causés à l'objet juridique et ne le prennent pas au fait d'avoir porté préjudice.

*En deuxième lieu* elle ne l'est pas, car le système juridique connaît non seulement des infractions portant préjudice, mais des infractions matérielles comportant danger, c'est-à-dire de telles infractions dont l'élément de fait est la *possibilité* du préjudice, par conséquent des infractions dans la relation desquelles la connaissance de l'agent ne peut être examinée que sous le rapport de la possibilité du préjudice.

*En troisième lieu* elle ne l'est pas, car le préjudice n'est pas *ex ante* certain dans les infractions matérielles comportant préjudice. Plus précisément même l'agent d'une infraction matérielle volontaire ne prévoit en règle générale que la possibilité du résultat.

La connaissance de la possibilité du préjudice ne transmet la connaissance du danger pour la société que *si la constitution du danger n'est pas reconnue par la société*. L'exploitation d'une usine dangereuse en conformité avec les règles est dangereuse, mais permise, la reconnaissance du danger compris *immanenter* dans le fonctionnement ne forme pas par conséquent la connaissance du danger pour la société. La connaissance du «danger» devient importante si la provocation du danger est absolument *inutile*, ou bien la *mesure* du danger *dépasse la mesure encore reconnue par la société*.

Cette constatation est problématique *de lege lata* parce que les règles de profession tracent dans l'exercice des activités dangereuses la ligne de démarcation entre la provocation accordée et la provocation interdite du danger — limitent et «assurent» le danger considéré adéquat par la société et reconnu du point de vue juridique. Par contre on ne réussira pas à décrire (ou d'en tenir compte) de façon unanime sur la base des règles de coexistence sociale la sphère de reconnaissance ou d'interdiction des actes comportant danger en dehors de l'exercice d'une profession. Néanmoins cette question ne doit pas être examinée dans le domaine de la culpabilité, mais dans la sphère des problèmes concernant le caractère illégal, auquel il sera inutile de revenir. Si le juge établit que l'agent a causé le résultat en violation du devoir de prudence objective, a pris position dans le problème concernant le caractère illégal (la danger pour la société) du comportement. Après cette prise de position nous n'avons plus le droit de prétendre que l'agent prévoyant la possibilité dangereuse a reconnu son caractère dangereux sans reconnaître son caractère dangereux pour la société.

En principe nous pouvons reconnaître que dans la sphère où l'agent sousestime beaucoup la possibilité du résultat et en ce qui concerne sa probabilité il la trouve trop lointaine, l'obscurcissement de l'image du résultat entraîne aussi celui du caractère dangereux de *l'acte d'ailleurs admis* (ne s'agissant pas ici d'une activité professionnelle et réglementée); c'est le motif pour lequel la *connaissance actuelle* du danger pour la société *peut être absente*. Dès lors *certaines actes luxuriens sont caractérisés par la connaissance actuelle du danger pour la société, alors que d'autres actes*

*luxurieux par la connaissance potentielle, ce qui veut dire que le juge ne doit pas s'étendre au cours de l'examen de l'acte luxurieux concret à la question à savoir si l'agent était conscient du danger de son comportement pour la société, car la connaissance potentielle du caractère dangereux pour la société suffit d'établir l'imprudence consciente.*

f) Du point de vue de notre thème il n'importe pas qu'avec quelle condition la connaissance actuelle du danger pour la société caractérise ou ne caractérise pas la luxure, ce qui importe est que cette connaissance peut absolument la caractériser. Si quelques actes luxurieux (concrets) sont en effet accompagnés par la connaissance actuelle du danger pour la société, il est évident que cette connaissance n'est pas le critère unique de l'intention. *Cette constatation nous oppose tout de même à la Vorsatztheorie.*

Le Code pénal s'approche de *lege lata* de la solution de la Vorsatztheorie, puisque l'al. 3, art/24 attribue la même importance avec l'erreur de fait résultat de la même raison à l'erreur causée par imprudence dans le danger pour la société. L'agent est responsable dans tous les deux cas de l'erreur de l'infraction commise par imprudence, à condition que la Partie Spéciale de la loi prévoit la punition de l'infraction commise par imprudence. Il en résulte que l'agent n'est responsable — bien qu'il ait épuisé volontairement la matérialité des faits — de l'infraction commise par imprudence que si la connaissance actuelle du danger pour la société faisait défaut au moment de la perpétration de l'infraction.

*Néanmoins il ne résulte de l'art. 24, al. 3 du Code pénal que la culpabilité intentionnelle nécessite la connaissance actuelle du danger pour la société, mais celle-là ne nécessite pas que cette connaissance soit exclue en cas de luxure.* L'exigence de la connaissance réelle du danger pour la société est plutôt formelle même en matière de la culpabilité intentionnelle, car il ne faut pas prouver la présence, mais l'absence de cette connaissance. D'autre part cette formule selon laquelle la connaissance du danger pour la société est transmise par celle des éléments de fait, fait absorber le malus par le dolus (et n'assimile pas le malus au dolus). L'erreur relative aux critères de la matérialité des faits est cependant une erreur sous l'aspect de la matérialité des faits: par conséquent dans les cas de l'erreur de fait ou à défaut du critère de la matérialité des faits envisagé par erreur l'acte n'est pas une infraction, la connaissance du danger pour la société fait aussi défaut (la connaissance du malus). L'importance logique du danger pour la société dérivée de la connaissance des éléments de fait a diminué car les règles de l'erreur de fait fournissent également une base suffisante pour l'appréciation du moment de l'ignorance. Cela explique pourquoi la constatation de l'erreur de danger pour la société se limite dans la jurisprudence pour la plupart aux cas de l'erreur d'interdictions donnant le contenu des dispositions de cadre et non pénales ou bien aux cas de la supposition erronée des causes excluant le caractère illégal.

Selon ma conviction la conception du Code pénal sur la culpabilité ressemble seulement à la conception de la Vorsatztheorie, ce qui ne signifie pas son adoption. *Ce qui résulte seulement du Code pénal est que les consé-*



quences juridiques ne s'appliquent pas à la réalisation volontaire de la matérialité des faits effectués dans la supposition erronée des bases de fait d'une raison excluant le caractère illégal ou dans l'ignorance de l'interdiction. Néanmoins de cette optique de loi ne résulte pas une constatation selon laquelle l'imprudance de fait (luxurieuse) ne peut être accompagnée par la connaissance du caractère dangereux pour la société de l'acte concret.

## NOTES

<sup>1</sup> A. A. Piontkovski, Outshenie o prestoupnii po sovetskomou ougolovnomou pravou. (Étude sur les infractions dans le droit pénal soviétique.) Moscou, 1961, p. 369.

<sup>2</sup> N. A. Beliaev — A. S. Santalov, Sovetskoe ougolovnoe pravo (Le droit pénal soviétique) (En traduction hongroise, p. 1.)

<sup>3</sup> Werner Maihofer, Zur Systematik der Fahrlässigkeit Z. Band 70, 1958. Heft 2, p. 91.

<sup>4</sup> Günther Stratenwerth, Dolus eventualis und bewusste Fahrlässigkeit Z. 1959. I. Heft. p. 51.

<sup>5</sup> László Viski, Szándékosság és társadalomra veszélyesség (L'intention et le danger pour la société). Budapest, 1959. p. 255.

<sup>6</sup> László Viski, Bűnösségi problémák a közlekedési büntetőjogban (Les problèmes de la culpabilité dans les normes pénales relatives au Code de la route). Állam- és Jogtudomány 1962. T. 5, No 1, p. 30.

<sup>7</sup> Günther Stratenwerth, Dolus eventualis und bewusste Fahrlässigkeit Z. 1959. I. Heft. p. 58.

<sup>8</sup> Kaufmann, Der dolus eventualis im Deliktsaufbau Z. 1958. (Bd. 70.), p. 64.

<sup>9</sup> László Viski, Bűnösségi problémák a közlekedési büntetőjogban (Les problèmes de la culpabilité dans les normes pénales relatives au Code de la route). Állam- és Jogtudomány 1962. T. 5, No 1, p. 32.

<sup>10</sup> László Viski, Bűnösségi problémák a közlekedési büntetőjogban (Les problèmes de la culpabilité dans les normes pénales relatives au Code de la route). Állam- és Jogtudomány 1962. T. 5, No 1, p. 33.

<sup>11</sup> Günther Stratenwerth, Dolus eventualis und bewusste Fahrlässigkeit Z. 1959. I. Heft, p. 45.

<sup>12</sup> Günther Stratenwerth, Op. cit. p. 47.

<sup>13</sup> Günther Stratenwerth, Op. cit. p. 64.

<sup>14</sup> M. Kádár — Gy. Kálmán, A büntetőjog általános tanai (Les doctrines générales du droit pénal). Budapest 1966. p. 437.

<sup>15</sup> Tibor Horváth, Az élet, testi épség, egészség büntetőjogi védelme (La protection pénale de la vie, de l'intégrité corporelle et de la santé). Budapest 1965. p. 266.

<sup>16</sup> László Viski, Bűnösségi problémák a közlekedési büntetőjogban (Les problèmes de la culpabilité dans les normes pénales relatives au Code de la route). Állam- és Jogtudomány 1962. T. 5, No 1, p. 34.

<sup>17</sup> László Viski, Bűnösségi problémák a közlekedési büntetőjogban (Les problèmes de la culpabilité dans les normes pénales relatives au Code de la route.) Állam- és Jogtudomány 1962. T. 5, No. 1. p. 34.

<sup>18</sup> László Viski, Bűnösségi problémák a közlekedési büntetőjogban (Les problèmes de la culpabilité dans les normes pénales relatives au Code de la route.) Állam- és Jogtudomány 1962. T. 5, No 1, p. 34.

<sup>19</sup> László Viski, Bűnösségi problémák a közlekedési büntetőjogban (Les problèmes de la criminalité dans les normes pénales relatives au Code de la route.) Állam- és Jogtudomány 1962. T. 5, No 1, p. 34.

<sup>20</sup> Karl Engisch, Untersuchungen über Vorsatz und Fahrlässigkeit im Strafrecht. Berlin 1930. p. 403.

<sup>21</sup> Karl Engisch, Untersuchungen über Vorsatz und Fahrlässigkeit im Strafrecht. Berlin 1930. p. 403.

<sup>22</sup> *Karl Engisch*, Untersuchungen über Vorsatz und Fahrlässigkeit im Strafrecht. Berlin 1930. p. 404.

<sup>23</sup> *Karl Engisch*, Untersuchungen über Vorsatz und Fahrlässigkeit im Strafrecht. Berlin 1930. p. 405.

<sup>24</sup> *Hans Welzel*, Das deutsche Strafrecht. Berlin 1965. 9. Auflage. p. 145.

<sup>25</sup> *Hans Welzel*, Das deutsche Strafrecht. Berlin 1965. 9. Auflage. p. 145.

<sup>26</sup> *László Viski*, Szándékosság és társadalomra veszélyesség (L'intention et le danger pour la société). Budapest 1959. p. 248.

<sup>27</sup> *László Viski*, Szándékosság és társadalomra való veszélyesség (L'intention et le danger pour la société). Budapest 1959. p. 248.

<sup>28</sup> *Miklós Kádár — György Kálmán*, A büntetőjog általános tanai (Les doctrines générales du droit pénal). Budapest 1966. p. 436.

<sup>29</sup> *Piontkovski*, Op. cit. p. 370.

<sup>30</sup> *Tibor Horváth*, Op. cit. p. 265–266.

<sup>31</sup> *László Viski*, Szándékosság és társadalomra veszélyesség. (L'intention et le danger pour la société). Budapest 1959. p. 111.; *M. Kádár — Gy. Kálmán*, A büntetőjog általános tanai (Les doctrines générales du droit pénal). Budapest 1966. p. 425.

<sup>32</sup> *Tibor Horváth*, Op. cit. p. 181.

## BEWUßTE FAHRLÄSSIGKEIT

### (ZUSAMMENFASSUNG)

Der Aufsatz behandelt vier Fragen.

1. Er grenzt die bewußte Fahrlässigkeit vom bedingten Vorsatz (*dolus eventualis*) ab und gibt die Möglichkeits-, Wahrscheinlichkeits- und Gefühlstheorien bekannt. Seiner Meinung nach ist für die bewußt fahrlässige Einstellung die Harmonie zwischen der Vernunft und dem Gefühl charakteristisch, darum kann ausschließlich auf Grund weder der Vernunftseite noch der Gefühlsseite ein Unterschied gemacht werden. Das gegebene Ergebnis ist eine Nebenfolge der Handlung des Täters, die auf ein juristisch indifferentes Ziel, bzw. eventuell auf ein anderes tatbestandmäßiges Ergebnis gerichtet ist. Dieses Ergebnis kann dem Bewußtsein des Täters zufolge weder als sicher, noch als an die Gewißheit grenzend wahrscheinlich betrachtet werden, während für ihn auch das Ausbleiben der Folge nicht sicher sein kann. Zwischen den zwei extremen Wahrscheinlichkeitswerten hofft der Täter auf Grund von Gefühlsursachen (die Begehrlichkeit der Zielhandlung und die gefühlsmäßige Ablehnung der möglichen Nebenfolge) trotz der eventuellen großen Wahrscheinlichkeit, d.h. trotz der Einsicht der Gefahr auf ein Ausbleiben des Ergebnisses. Der Täter irrt sich also nicht in der prozentualen Wahrscheinlichkeit des Ergebniseintrittes, sondern er nimmt auf Grund von Gefühlsursachen die erkannte Möglichkeit des Ergebniseintrittes nicht ernst. Das Fehlen der Ernstnahme schließt die entsprechende Berücksichtigung der objektiven Situationselemente in der Entschließung aus. Der Leichtsinns ist eine normative Kategorie, deren psychische Grundlage das Fehlen der „Ernstnahme“ ist.

2. Dem Aufsatz gemäß enthält die bewußte Fahrlässigkeit eine sogenannte Gefährdungsabsicht. Diese Absicht ist auf die Hervorrufung der Gefährdungssituation limitiert und erstreckt sich nicht auf die Verletzung. Die Gefahr ist begriffsmäßig die Möglichkeit der Verletzung. Der bewußt fahrlässige Täter sieht die Möglichkeit der Verletzung im voraus. Die Gefährdungsabsicht kann demgemäß mit demselben Bewußtheitszustand charakterisiert werden wie die bewußte Fahrlässigkeit. Zwischen der vorsätzlichen Gefährdung und der bewußt fahrlässigen Verletzung ist nur auf objektiver Grundlage ein Unterschied zu machen: bei der bewußten Fahrlässigkeit wendet sich die Gefahr in eine Verletzung. Die vorsätzliche Gefährdung ist quasi der Versuch einer bewußt fahrlässigen Verletzung. Es hängt von der Beurteilung des Gesetzgebers ab, ob er die unter bewußt fahrlässigem Bewußtheitszustand (unter Gefährdungsabsicht) begangene Handlung auch bei Fehlen der Realisierung des Ergebnisses als Delikt der vorsätzlichen Gefährdung bestrafen läßt oder



nicht. Daraus folgt aber, daß zwischen der Vorsätzlichkeit und der Fahrlässigkeit ontologisch kein Unterschied gemacht werden kann.

3. Gemäß dem tatsächlichen, bzw. möglichen Bewußtsein der Gesellschaftsgefährlichkeit (Rechtswidrigkeit) kann zwischen den vorsätzlichen und fahrlässigen Delikten nicht differenziert werden. Daraus, daß die bewußte Fahrlässigkeit eine Gefährdungsabsicht enthält, folgt, daß in jenen Rechtssystemen, in denen die Absicht nicht einfach als farblose psychologische Absicht sondern als *dolos malus* aufgefaßt wird, wird auch die bewußte fahrlässige Schuld durch das aktuelle Bewußtsein der Gesellschaftsgefährlichkeit (Rechtswidrigkeit) gekennzeichnet und zwar in all jenen Fällen, in denen die Idee der Möglichkeit des Ergebnisses genügend intensiv ist. Für die Richtigkeit dieser Feststellung spricht die Evidenz: Jener Autofahrer, der gegen die Verkehrsregeln bewußt verstößt und die mit der Regelverletzung kausal eintretende Gefahr bewußt auf sich nimmt, sieht die Rechtswidrigkeit und Gesellschaftsgefährlichkeit der vorschriftswidrigen Überholung (die letztere auch im ontologischen Sinne des Wortes) ein.

4. Das ungarische Strafgesetzbuch nimmt die Vorsatztheorie nicht restlos an, es akzeptiert nur eine der Vorsatztheorie ähnliche Lösung.

## ЛЮКСУРИЯ (CULPA CONSCIENTE, BEWUSTE FAHRLÄSSIGKEIT)

(PEZIOME)

Научная статья посвящена четырем вопросам. 1. Проводит границу между люксурией и эвентуальным умыслом (*dolus eventualis*). Излагает теории возможности-вероятности и теории эмоциональности. По мнению автора люксурioзная настроенность характеризуется гармонией ума и чувства и таким образом разграничение не может быть осуществлено только умственно или же только эмоционально. Данный результат реализуется как второстепенный результат действия исполнителя направленного на юридически индифферентную цель, лучше сказать на какой-нибудь другой результат вроде состава преступления. И преступник не уверен в этом результате, этот результат не может быть и вероятным, смежным с уверенностью, для него даже отсутствие результата может быть невероятным. Между этими двумя крайними величинами вероятности преступник вследствие эмоциональных причин (желание наступления целевого действия и эмоциональное отрицание возможного второстепенного результата) верит в то, что результат не наступит вопреки большой вероятности, т.е. вопреки сознания опасности. Следовательно, преступник ошибается не в процентной вероятности наступления результата, а не придает важности познанной возможности наступления результата из-за эмоциональных причин. Отсутствие серьезности в понимании исключает принятие во внимание надлежащим образом объективных элементов ситуации в намерении. Легкомысленность — нормативная категория, психической основой чего является отсутствие „серьезного восприятия”. 2. По научной статье люксурия включает в себя т.н. умысел угрозы. Этот умысел не распространяется на ущерб, а ограничивается только ситуацией опасности. Что касается понятия „опасность” — это возможность ущерба. Возможность ущерба преступник, действующий люксурioзно, предвидит, значит, умысел ущерба может характеризоваться тем же сознательным состоянием как и люксурия. Различие между умышленной угрозой и люксурioзным ущербом можно сделать только на объективной основе: в случае люксурии опасность превращается в ущерб. Умышленная угроза является почти попыткой люксурioзного ущерба. Зависит от суждения законодателя, что действие, совершенное в люксурioзном состоянии сознательности, (с угрожающим умыслом) велит судить и в случае ненаступления результата (как умышленное нарушение закона) или же нет. А из этого следует, что онтологически нельзя делать различие между умыслом и неосторожностью. — 3. По фактическому или же возможному сознанию общественной опасности нельзя делать различия между умышленным и

неосторожным преступлением. Исходя из того, что люксурия включает в себя умысел ущерба, в правовых системах, в которых умысел не понимается просто как психологический умысел а как *dolus malus*, и люксуриозная преступность характеризуется актуальным сознанием общественной опасности (противоправность), а именно во всех тех случаях, где представление возможности результата довольно интенсивно. Правильность этого установления явна: шофёр, нарушающий правила сообщения и сознательно берущий на себя опасность вследствие этого нарушения, сознаёт противоправность незаконного опережения и общественную опасность (и в онтологическом смысле.)

4. Венгерский уголовный кодекс не вполне разделяет *Vorsatztheorie*, а принимает только подобное этому решение.